

FAQ COMPENSATION DES DÉSAVANTAGES

1. Qu'est-ce que la compensation des désavantages ?

La compensation des désavantages consiste en la neutralisation ou la diminution des limitations occasionnées par un handicap. Ce terme désigne l'aménagement des conditions dans lesquelles se déroulent un apprentissage ou examen et non une adaptation des objectifs de scolarisation/formation ou une dispense de notes ou de branches. La compensation des désavantages intervient lors de la scolarité obligatoire et de la formation professionnelle, ainsi que lors des examens d'entrée/de certification correspondants.

Les personnes en situation de handicap ont droit à une compensation des désavantages, pour autant que le principe de proportionnalité¹ soit respecté.

2. En quoi consistent les mesures de compensation des désavantages ?

Les mesures de compensation des désavantages peuvent consister en l'attribution de moyens auxiliaires ou d'assistance personnelle, en une adaptation des supports d'apprentissage et d'évaluation, en une prolongation du temps à disposition pour effectuer la tâche demandée ou encore en un aménagement de l'espace.

Les mesures choisies doivent en tous les cas être attribuées en fonction de la situation particulière de chaque élève, de son âge et du degré scolaire. Elles doivent faire l'objet d'une discussion avec toutes les parties concernées et être régulièrement réévaluées, et adaptées si nécessaire.

Concrètement, il peut s'agir d'aménagements tels que :

- Prolongation du temps accordé pour passer l'examen ;
- Accompagnement par une tierce personne : interprète de la langue des signes, assistant-e (par ex. dans le cas d'une personne ayant une déficience visuelle, description de graphiques et schémas, traduction de formules mathématiques, etc.), enseignant-e spécialisé-e, etc. ;
- Aménagement individuel de pauses (fréquence, moment, durée, forme de la pause, etc.) ;
- Forme de l'examen (par ex. oral à la place d'examen écrit et vice-versa) ;

¹ Le tribunal ou l'autorité administrative n'ordonnent pas l'élimination de l'inégalité lorsqu'il y a disproportion entre l'avantage qui serait procuré aux personnes handicapées et notamment : a. la dépense qui en résulterait (art.11, al.1, let.a LHand).

- Mise à disposition d'outils de travail spécifiques (ordinateur, magnétophone, etc.) ;
- Adaptation des supports d'examen (mise à disposition de schémas, documents agrandis, etc.).

3. Quand peut-on recourir à la compensation des désavantages ?

Les personnes en situation de handicap ont légalement droit d'obtenir des mesures de compensation des désavantages, pour autant que celles-ci respectent le principe de proportionnalité.

Si la compensation des désavantages est le plus souvent demandée en lien avec des déficiences sensorielles et/ou corporelles, elle ne concerne pas moins des personnes atteintes de dyslexie/dysorthographe, dyscalculie, dysphasie, de troubles du spectre de l'autisme ou de déficit d'attention avec ou sans hyperactivité (les demandes relatives à ce type d'atteintes sont plus récentes dans le cadre scolaire).

Une expertise actuelle provenant d'une instance compétente en la matière est nécessaire pour déterminer le droit à des mesures de compensation des désavantages. Hormis le diagnostic, l'expertise doit également contenir des informations relatives aux effets individuels du handicap ou du trouble diagnostiqué. Ce n'est que sur cette base que des mesures de compensation des désavantages adaptées pourront être déterminées.

Les mesures de compensation peuvent être obtenues lorsque les personnes concernées nécessitent un aménagement dans le cadre :

- de la scolarité (primaire, secondaire 1 et secondaire 2 « formation générale »),
- de la formation professionnelle (secondaire 2 « formation professionnelle »),
- de la formation tertiaire,
- de la formation continue,
- des examens liés à la scolarité, la formation professionnelle, la formation tertiaire ou la formation continue.

4. La réduction de la matière d'examen (p.ex. du nombre de questions) peut-elle être considérée comme une mesure de compensation des désavantages ?

La compensation des désavantages ne devrait pas donner lieu à une réduction des objectifs d'apprentissage et de formation. Elle est octroyée uniquement lorsque la personne concernée est en mesure de prétendre à une certification scolaire ou professionnelle équivalente aux autres élèves ou étudiant-e-s de son cursus. Or, une réduction de thèmes d'examen peut amener à la contestation de la validité de la certification. Une réduction du nombre d'exercices ou item en lien avec un même objectif peut par contre être pratiquée, dans la mesure où l'objectif visé n'est pas touché.

5. Quelle est la différence entre la libération des notes dans une branche et la compensation des désavantages ?

La libération des notes n'est pas une mesure de compensation des désavantages. Elle est en effet considérée comme une adaptation des objectifs d'apprentissages et de formation et doit de ce fait être indiquée dans le document de certification.

Une libération des notes devrait en tous les cas faire l'objet d'une discussion avec toutes les parties concernées au cours de laquelle les conséquences possibles sont clairement exposées.

6. Quelle est la différence entre la compensation des désavantages et l'adaptation du plan d'études ou de formation ?

L'adaptation d'un programme scolaire ou de formation concerne les jeunes en situation de handicap (dans la majorité des cas atteints de déficience intellectuelle ou ayant des difficultés d'apprentissage) qui ne sont pas en mesure d'atteindre les standards minimaux du plan d'études ou de formation.

La compensation des désavantages intervient, elle, lorsque l'enfant ou le jeune en situation de handicap est en mesure de prétendre à une certification équivalente aux autres élèves, et remplit par conséquent les objectifs du plan d'étude ou de formation, mais nécessite pour ce faire des aménagements (compensations) tels que moyens auxiliaires, assistance personnelle, adaptation des supports d'apprentissage et d'évaluation, aménagement de l'environnement ou rallongement du temps accordé.

Il arrive que l'attribution des mesures de compensation des désavantages touche directement les compétences de base que tout élève est, à la fin de sa scolarité obligatoire, sensé maîtriser. Si on prend l'exemple de la dyslexie, l'utilisation continue du dictionnaire ne serait pas compatible avec les compétences de base attendues, notamment celle de savoir orthographier correctement des mots sans aide. Lorsque l'utilisation du dictionnaire est mentionnée dans le plan d'étude, elle fait partie inhérente de la compétence visée et la question ne se pose pas. Par contre, lorsqu'elle ne l'est pas, elle s'apparenterait à une adaptation des compétences attendues, et devrait par conséquent être mentionnée dans le certificat.

7. La déficience intellectuelle peut-elle faire l'objet d'une compensation des désavantages ?

En cas de déficience intellectuelle, une adaptation des objectifs et du programme scolaire ou de formation est généralement nécessaire. On ne parlera dans ce cas plus de compensation des désavantages, mais de programme individualisé. Il n'est pas exclu que, dans de rares cas, la déficience intellectuelle puisse être compensée par des mesures de compensation des désavantages.

8. Où s'adresser pour obtenir des mesures de compensation des désavantages ?

Les autorités cantonales responsables de la formation scolaire ou professionnelle ainsi que les autorités cantonales ou fédérales responsables pour les examens scolaires ou de fin de formation sont les instances compétentes pour attribuer de la compensation des désavantages.

Pour plus d'informations au niveau légal, il est possible de s'adresser au Département Égalité d'Intégration Handicap (www.inclusion-handicap.ch).

9. Quelle est la démarche à suivre pour obtenir des mesures de compensation des désavantages ?

Les démarches varient d'un canton à l'autre et selon le degré de scolarisation ou de formation. De manière générale, il est conseillé de s'informer auprès de la direction de l'établissement de scolarisation / formation ou autorités cantonales responsables (département de l'instruction publique ou département de la formation professionnelle). Celles-ci devraient ensuite être en mesure de guider la personne intéressée dans ses démarches de demande de compensation des désavantages. Les demandes s'accompagnent généralement de documents tels que :

- Certificat d'une instance compétente (médecin, service de psychologie scolaire, etc.) attestant du type et degré de handicap/trouble ;
- Attestation de suivi de thérapie (dyslexie, dyscalculie) ;
- Justification et précisions quant au genre et à la portée de l'aménagement demandé.

10. Comment sont attribuées les mesures de compensation des désavantages ?

L'attribution de mesures de compensation des désavantages est individuelle. Elle se doit de prendre en compte les besoins spécifiques de la personne en situation de handicap, tout en respectant le principe de la proportionnalité (et notamment : le coût éventuel de certaines mesures).

Une expertise actuelle provenant d'une instance compétente en la matière est nécessaire pour pouvoir prétendre à des mesures de compensation des désavantages. Hormis le diagnostic, l'expertise doit également contenir des informations relatives aux effets individuels du handicap ou du trouble diagnostiqué. Ce n'est que sur cette base que des mesures de compensation des désavantages adaptées pourront être déterminées.

L'attribution de mesures de compensation des désavantages doit être le fruit d'un accord entre toutes les personnes concernées, nécessite une actualisation régulière, et s'inscrit sur le long terme. Des informations telles le domaine d'activité dans lequel l'enfant ou le jeune souhaite être actif plus tard doivent être prises en considération. Celles-ci aideront ensuite à déterminer quelles compétences devront être spécialement développées.

En ce qui concerne la compensation des désavantages lors d'examens de certification, le-la candidat-e doit fournir au préalable à l'autorité préposée à l'examen des informations suffisantes sur son handicap ainsi que sur les adaptations nécessaires et matériellement justifiées pour le déroulement des examens. Les délais peuvent varier de 6 mois à 2 ans avant l'examen certificatif : il est donc conseillé au/à la candidat-e de faire sa demande suffisamment à l'avance.

L'aménagement spécial de l'examen ne doit pas favoriser le-la candidat-e en situation de handicap. De ce fait, les exigences liées à la discipline examinée ne doivent pas être abaissées. D'autre part, les facilités accordées ne doivent pas non plus conduire à l'impossibilité d'examiner certaines attitudes requises pour l'exercice d'une profession.

11. Existe-t-il des bases légales et recommandations cantonales liées à la compensation des désavantages?

La compensation des désavantages est déjà mise en pratique dans certains cantons, que ce soit au niveau de la scolarité obligatoire, du secondaire II ou du tertiaire. Au niveau de la formation professionnelle, sa mise en pratique est soutenue par l'introduction dans la nouvelle Loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr, 2002) d'un article mentionnant « l'élimination des inégalités qui frappent les personnes handicapées dans la formation professionnelle » (LFPr, art. 3, let. c.). Plus récemment, les modalités de compensation des désavantages pour les examens professionnels supérieurs ont été réglées dans une notice² édictée par l'ancien OFFT (actuel SEFRI³), rendant par là même sa mise en œuvre plus concrète au niveau tertiaire. Enfin, un rapport plus complet comprenant une définition de la

² SEFRI (2013). Compensation des inégalités frappant les personnes handicapées dans le cadre d'examens professionnels et d'examens professionnels supérieurs. Berne : SEFRI. Internet : <http://www.sbfi.admin.ch/hbb/02500/02503/index.html?lang=fr> [Etat : 01.01.2016]

³ Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation.

compensation des désavantages, une description des différents handicaps et troubles ainsi que les mesures de compensation envisageables en lien avec ceux-ci a été publié au mois d'août 2013 par le CSFO⁴ et transmis aux milieux de la formation professionnelle. En septembre 2014, la CSFP⁵ a adopté, sur la base de ce rapport les « Recommandation N° 7 » sur la compensation des désavantages pour les milieux de la formation professionnelle initiale⁶.

Par ailleurs, différents documents édictés par des institutions scolaires ou de formation sont disponibles.

Exemples⁷ :

- Canton d'Argovie, Departement Bildung, Kultur und Sport (2015). *Merkblatt Nachteilsausgleich für Personen in der beruflichen Grundbildung und der Berufsmaturität*. [PDF](#)
- Canton de Bâle-Ville, Erziehungsdepartement (2011). *Richtlinien für die öffentlichen Schulen des Kantons Basel-Stadt zur Leistungserhebung und Leistungsbewertung bei attestierten Lernstörungen, Sprachstörungen und Behinderungen*. [PDF](#)
- Canton de Berne, Direction de l'Instruction publique, Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation (2014). *Notice relative à l'ODED à l'intention des directions d'école et du corps enseignant*. [PDF](#)
- Canton de Berne, Direction de l'Instruction publique, Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation (2014). *FAQ sur la Notice relative à l'ODED*. [PDF](#)
- Canton de Berne, Konferenz der Leiterinnen und Leiter der kantonalen Erziehungsberatungsstellen (2009). *Merkblatt zur Beurteilung von Schülerinnen und Schülern mit einer isolierten Lernstörung im Erwerb der Schriftsprache und in der Mathematik (Legasthenie bzw. Dyskalkulie) im deutschsprachigen Kantonsteil*. [PDF](#)
- Canton de Berne, Conférence des directions de gymnases CDG (2013). *Compensation des désavantages pour les élèves en situation de handicap*. [PDF](#)
- Canton de Berne, Commission de maturité (2010). [PDF](#)
- Canton de Genève, Département de l'Instruction publique (2009). *Aménagements scolaires pour des élèves souffrant de dyslexie-dysorthographe, dyscalculie, dysgraphie, dyspraxie*. Directive. [PDF](#)
- Canton de Genève, Département de l'Instruction publique (2015). *Aménagements scolaires pour des élèves à besoins éducatifs spécifiques*. Directive. [PDF](#)
- Canton de Genève, Département de l'Instruction publique (2015). *Aménagements scolaires pour des élèves présentant des troubles du spectre autistique (TSA)*. Procédure. [PDF](#)
- Canton de Glaris, Departement Bildung, Hauptabteilung Volksschule und Sport (2015). *Merkblatt Nachteilsausgleich*. [PDF](#)
- Canton de Lucerne, Dienststelle Berufs- und Weiterbildung (2013). *Merkblatt Nachteilsausgleich für Lernende mit Behinderungen, psychischen Störungen, Unfall und/oder Krankheit (im Zusammenhang mit der Berufsfachschule oder der Wirtschaftsmittelschule Luzern, Qualifikationsverfahren / Teilprüfung)*. [PDF](#)
- Canton de Lucerne, Dienststelle Volksschulbildung (2015). *Nachteilsausgleich an der Volksschule. Weisung für Schulleitungen, Schuldienste und Lehrpersonen*. [PDF](#)
- Canton de Lucerne, Dienststelle Volksschulbildung (2015). *Umgang mit Lese-Rechtschreib-Störungen und Rechenstörungen an den Volksschulen*. [PDF](#)

⁴ Centre suisse de services Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière (2013). Rapport pour l'élaboration et l'examen des demandes de compensation des désavantages. Berne : CSFO. (www.csfo.ch) En ligne sous : <http://www.berufsbildung.ch/dyn/bin/18421-18423-1-sdbb-nachteilsausgleich-ganz.pdf>

⁵ Conférence suisse des offices de formation professionnelle CSFP

⁶ http://www.sbbk.ch/dyn/bin/20490-22309-1-empfehlung_layout_f.pdf

⁷ Il s'agit d'une sélection non exhaustive des documents sur la compensation des désavantages existant dans les cantons. Le CSFP s'efforce d'actualiser régulièrement les documents correspondants. Cependant, le domaine de la compensation des désavantages évoluant rapidement, il est possible que les liens ne soient plus actuels. C'est pourquoi les nouveaux documents ou ceux qui ont été actualisés peuvent en tout temps être signalés au CSFP.

- Canton de Lucerne, Schulberatung für Berufsbildung und Gymnasien (2015). *Merkblatt Lese-/Rechtschreibstörung (LRS) auf der Sekundarstufe II*. [PDF](#)
- Canton de Neuchâtel, Arrêté concernant les mesures visant à pallier un handicap durant la formation postobligatoire (410.131.5). [PDF](#)
- Canton de Neuchâtel, Arrêté modifiant le règlement d'application de la loi sur la formation professionnelle. [PDF](#)
- Canton de Neuchâtel, Arrêté relatif aux mesures d'adaptation et de compensation destinées aux élèves de la scolarité obligatoire ayant des besoins éducatifs particuliers (BEP)(410.512.3) (Cet arrêté donne une définition plus large des mesures de compensation de désavantages selon le CSPS). [PDF](#)
- Canton de Soleure, Departement für Bildung und Kultur (2012). *Leitfaden für die Schulen der Sekundarstufe II des Kantons Solothurn zum Nachteilsausgleich für Schülerinnen und Schüler mit Behinderungen*. [PDF](#)
- Canton du Valais, Département de l'éducation, de la culture et du sport (2010). *Directive relative à des mesures scolaires particulières pour les enfants souffrant de troubles et handicaps divers*. [PDF](#)
- Canton de Zoug, Direktion für Bildung und Kultur (2015). *Nachteilsausgleich. Richtlinien für die Primarstufe und Sekundarstufe I der gemeindlichen Schulen*. Internet: <http://www.zg.ch/behoerden/direktion-fur-bildung-und-kultur/amt-fur-gemeindliche-schulen/inhalte-ags/schulaufsicht/inhalte-schulaufsicht/nachteilsausgleich> [Etat : 01.01.2016]
- Canton de Zoug, Volkswirtschaftsdirektion, Amt für Berufsbildung (2014). *Merkblatt Unterstützung Lernender mit Behinderungen oder Lern- und Leistungsschwierigkeiten*. Internet: <http://www.zg.ch/behoerden/volkswirtschaftsdirektion/gibz/informationen/dokumente-u.-formulare/pruefungserleichterungen-merkblaetter-afb> [Etat : 01.01.2016]
- Canton de Zurich, Bildungsdirektion, Volksschulamt (2012). *Nachteilsausgleich für Schülerinnen und Schüler mit besonderen pädagogischen Bedürfnissen*. [PDF](#)
- Canton de Zurich, Bildungsdirektion, Volksschulamt (2012). *Zeugnis für Schüler/innen mit besonderen pädagogischen Bedürfnissen: Überblick*. [PDF](#)
- Centre suisse de services de Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière CSFO (2012). *Dyslexie et dyscalculie. Aide-mémoire n°204*. [PDF](#)
- Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik HfH (2012). *Wegleitung Nachteilsausgleich in Schule und Berufsbildung*. [PDF](#)

12. Quelles sont les bases légales internationales et nationales en lien avec la compensation des désavantages ?

En matière de compensation des désavantages, les articles de lois suivants prévalent :

Constitution fédérale du 18 avril 1999 (RS 101, link : <http://www.admin.ch/ch/f/rs/101/a8.html>)

Art. 8 : Égalité

- 1 Tous les êtres humains sont égaux devant la loi.
- 2 Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ni du fait d'une déficience corporelle, mentale ou psychique.
- 4 La loi prévoit des mesures en vue d'éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées.

Selon cet article, les personnes en situation de handicap sont désavantagées au sens du principe de

l'égalité de traitement (Cst., art. 8, al. 1,) et de l'interdiction de discrimination (Cst., art. 8, al. 2,) lorsqu'elles sont traitées différemment sur le plan légal ou dans les faits. Le désavantage peut s'exprimer de deux manières : soit elles sont défavorisées par rapport à des personnes non handicapées sans qu'il y ait pour autant de justification concrète, soit il manque un traitement différencié, nécessaire pour arriver à une égalité de fait (Riemer-Kafka, 2012, p. 718).

Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand) du 13 décembre 2002 (RS 151.3, link : http://www.admin.ch/ch/f/rs/151_3/index.html)

Art. 1 : But

- 1 La présente loi a pour but de prévenir, de réduire ou d'éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées.
- 2 Elle crée des conditions propres à faciliter aux personnes handicapées la participation à la vie de la société, en les aidant notamment à être autonomes dans l'établissement de contacts sociaux, dans l'accomplissement d'une formation et dans l'exercice d'une activité professionnelle.

Art. 2 : Définition

- 5 Il y a inégalité dans l'accès à la formation ou à la formation continue notamment lorsque:
 - a. l'utilisation de moyens auxiliaires spécifiques aux personnes handicapées ou une assistance personnelle qui leur est nécessaire ne leur est pas accordée ;
 - b. la durée et l'aménagement des prestations de formation offertes ainsi que les examens exigés ne sont pas adaptés aux besoins spécifiques des personnes handicapées.

Art. 3 : Champ d'application.

La présente loi s'applique :

- f. à la formation et à la formation continue

Art. 5 : Mesures de la Confédération et des cantons

- 2 Ne sont pas contraires à l'art. 8, al. 1, Cst. les mesures appropriées visant à compenser les inégalités qui frappent les personnes handicapées.

(Dispositions spéciales relatives aux cantons)

Art. 20

- 1 Les cantons veillent à ce que les enfants et les adolescents handicapés bénéficient d'un enseignement de base adapté à leurs besoins spécifiques.

⁸ Riemer-Kafka, G. (2012). *Juristische Handreichung für die Sonderpädagogik*. Bern: Edition SZH/CSPS.

- 2 Ils encouragent l'intégration des enfants et adolescents handicapés dans l'école régulière par des formes de scolarisation adéquates pour autant que cela soit possible et serve le bien de l'enfant ou de l'adolescent handicapé.

Loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr) du 13 décembre 2002 (RS 412.10, link : <http://www.admin.ch/ch/f/rs/4/412.10.fr.pdf>)

Art. 3 : Buts

La présente loi encourage et développe :

- c. l'égalité des chances de formation sur le plan social et à l'échelle régionale, l'égalité effective entre les sexes de même que l'élimination des inégalités qui frappent les personnes handicapées dans la formation professionnelle.

Art. 7 : Groupes et régions défavorisés

La Confédération peut encourager des mesures dans le domaine de la formation professionnelle en faveur des groupes et des régions défavorisées.

Art. 18 : Prise en compte des besoins individuels

- 1 La durée de la formation professionnelle initiale peut être écourtée de manière appropriée pour les personnes qui ont beaucoup de facilité ou qui ont une formation préalable et prolongée pour les personnes qui ont des difficultés d'apprentissage ou qui présentent un handicap.
- 2 Le Conseil fédéral édicte des dispositions particulières sur l'encadrement individuel spécialisé des personnes engagées dans une formation professionnelle initiale de deux ans qui ont des difficultés.
- 3 La Confédération peut encourager l'encadrement professionnel individuel.

Ordonnance sur la formation professionnelle (OFPr) du 19 novembre 2003 (RS 412.101, link : <http://www.admin.ch/ch/f/rs/4/412.101.fr.pdf>)

Art. 35 : Examens finaux sanctionnant la formation professionnelle initiale

- 3 Si, en raison d'un handicap, un candidat a besoin de moyens auxiliaires spécifiques ou de plus de temps, il en sera tenu compte de manière appropriée.

La Loi fédérale sur la formation professionnelle et son Ordonnance présentent des dispositions importantes en ce qui concerne l'encouragement de l'égalité des chances pour des groupes ou personnes défavorisées

Loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées (LHES) du 6 octobre 1995 (RS 414.71, link :

Art. 3 : Tâches

- 5b. Dans l'accomplissement de leurs tâches, elles veillent notamment à éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées

Cette loi ancre l'élimination des inégalités pour les personnes handicapées

Convention relative aux droits des personnes handicapées (ONU) de 2006 (link :

<http://www.un.org/disabilities/documents/convention/convoptprot-f.pdf>)

Art. 24 : Education

2. Aux fins de l'exercice de ce droit (à l'éducation), les Etats Parties veillent à ce que :
- a. Les personnes handicapées ne soient pas exclues, sur le fondement de leur handicap, du système d'enseignement général et à ce que les enfants handicapés ne soient pas exclus, sur le fondement de leur handicap, de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ou de l'enseignement secondaire ;
 - b. Les personnes handicapées puissent, sur la base de l'égalité avec les autres, avoir accès, dans les communautés où elles vivent, à un enseignement primaire inclusif, de qualité et gratuit, et à l'enseignement secondaire ;
 - c. Il soit procédé à des aménagements raisonnables en fonction des besoins de chacun
5. Les Etats Parties veillent à ce que les personnes handicapées puissent avoir accès, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres à l'enseignement tertiaire général, à la formation professionnelle, à l'enseignement pour adultes et à la formation continue. A cette fin, ils veillent à ce que des aménagements raisonnables soient apportés en faveur des personnes handicapées.

Le 15 avril 2014, la Suisse a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU. Entrée en vigueur le 15 mai 2014, celle-ci donne un appui encore plus fort aux directions déjà prises par les documents légaux précités.

Ce document n'a pas un caractère juridiquement contraignant. Pour des conseils juridiques sur la compensation des désavantages, contacter le Département Égalité d'Intégration Handicap (dernière mise à jour : janvier 2016).

Personne de contact : Géraldine Ayer (geraldine.ayer@csps.ch)